

Article 31 du Règlement

Depuis près d'une vingtaine d'années, ce sont les circonscriptions libérales qui ont eu droit à cette aide. C'est terminé parce que maintenant nous la distribuons dans toutes les régions sans distinction.

M. Garneau: Vous êtes satisfaits d'avoir mené deux banques à la faillite?

M. Lewis: Vous n'étiez pas là, mais vous savez parfaitement que vos collègues sont les fautifs. Voilà pourquoi vous n'êtes que 40 à la Chambre. Vous n'êtes que trois pour le moment, mais 40 en tout. Pendant des années, le parti libéral a causé des ravages dans l'Ouest ou encore, il a tenu cette région complètement à l'écart, au gré de sa fantaisie. Il faut connaître le contexte pour comprendre la raison d'être du débat de ce soir.

Dans les années 80, sous le gouvernement libéral, nous avons eu la pire récession que nous ayons connue depuis les années 30. Cette récession n'a épargné pratiquement aucun pays, mais nulle part ailleurs le gouvernement ne l'a favorisée comme au Canada. Cela s'est traduit par une hausse des taux d'intérêt et du taux de chômage, la fermeture d'usines, des faillites, un ralentissement de la construction résidentielle, sans que le parti libéral ne lève le petit doigt pour y remédier.

Quelles mesures le parti libéral a-t-il prises? Il est intervenu en instaurant son Programme énergétique national. Le parti libéral a aggravé délibérément la récession avec ce programme. Si ce dernier a eu le gouvernement libéral pour géniteur, il a eu le NPД pour parrain. Cela ne fait aucun doute.

L'avènement du Programme énergétique national a paralysé l'économie de l'Ouest ce que les députés de cette région ne savent pas les seuls à savoir. Nous savons exactement qui a causé ce marasme économique. C'est le parti libéral, avec l'aide du NPД.

M. Waddell: Pourquoi avec notre aide? Nous nous sommes opposés plus que vous à ce programme.

M. Lewis: Je tiens à ce que la Chambre sache ce qui s'est passé. Quand les néo-démocrates et les libéraux ont paralysé l'économie de l'Ouest, savez-vous quelles conséquences cela a entraîné dans l'Est, monsieur le Président? Les usines de ma circonscription ont fermé leurs portes et les travailleurs ont été licenciés. Savez-vous ce qui s'est passé à Orillia, monsieur le Président? La ville s'est remplie d'automobiles portant des plaques d'immatriculation jaunes. Les jeunes d'Orillia étaient allés dans l'Ouest pour trouver du travail, ils ont travaillé dur, ils avaient de bons emplois, mais ils ont dû rentrer chez eux quand les libéraux et les néo-démocrates ont paralysé le secteur énergétique. C'est ce qu'ont dit mes collègues.

Pendant ce temps, de nouvelles banques ont vu le jour. Nous étions tous d'accord, je pense, pour dire qu'une certaine concurrence dans le secteur bancaire n'était peut-être pas mauvaise, si bien que plusieurs banques ont été créées au Canada, dont plusieurs dans l'Ouest. Ces banques ont profité des possibilités qui existaient dans cette région dans les années 70. Mais le gouvernement libéral—et aucun des représentants de ce parti à la Chambre ne saurait le contester—a été parfaitement incapable de mettre en place un système de régie pour régler les problèmes que les banques pourraient avoir dans le cadre de la nouvelle législation, et que nous souhaiterions les voir éviter. Je vais y venir dans un instant.

● (2200)

Nous avons en conséquence assisté à une concentration des prêts dans l'industrie de l'énergie. Il y a eu concentration des prêts dans une région. Au fait que le parti libéral n'avait pas su mettre en place un système de régie ce sont ajoutés la récession et le Programme énergétique national, et les problèmes sont apparus. Nous avons vu chuter les prix de l'immobilier et les valeurs immobilières. Il y a eu des faillites, et les banques n'ont pas pu récupérer leurs prêts. Elles ont cessé de toucher les intérêts ou les paiements réguliers, et de plus en plus de leurs prêts sont devenus des prêts à long terme.

Ce débat porte sur la Norbanque, j'en conviens. Mais je pense que l'on peut honnêtement dire que la Banque Commerciale du Canada a eu les mêmes difficultés que la Norbanque. La Chambre sait que le gouvernement, de concert avec les banques, les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et la CDIC, a mis en place un plan de soutien destiné à rétablir la confiance des déposants et à aider une banque de l'Ouest en difficulté à garder confiance dans le système bancaire canadien. Nous savons qu'en même temps le système bancaire américain était en difficulté.

Nos efforts se justifiaient par la responsabilité que nous avons en tant que gouvernement national d'aider toutes les régions du pays. Nous pensions que le plan de soutien corrigerait les problèmes de la Banque Commerciale du Canada, et qu'il servirait par ricochet à renforcer toutes les banques où qu'elles soient. Nous pensions que cela permettrait à toutes les banques de l'Ouest de rester en jeu et de faire jouer un peu la concurrence. Nous savons tous que la situation ne s'est pas améliorée. Nous le regrettons tous. Je pense que tous les députés sont de cet avis. Nous nous sommes aperçus que l'état des portefeuilles de prêts était plus grave que nous ne l'avions pensé au départ. Nous avons constaté que la confiance du marché ne se rétablissait pas. Le ministre a donc décidé le 1^{er} septembre de prendre le contrôle de la BCC et de confier la Norbanque aux soins de curateurs.

On pensait à ce moment-là, et on le pense toujours, qu'avec ses directeurs à la tête et avec le gouvernement, cette banque pouvait être sauvée. Nous avons donné, et nous donnons encore à la Norbanque le temps de réorganiser ses affaires. Je suis certain que tous les députés de la Chambre le souhaitent. Nous souhaitons que la confiance dans le système bancaire se maintienne. Je suis certain qu'au nom de tous les déposants et actionnaires nous souhaiterions que la Norbanque puisse survivre.

Ce qu'il faut faire dans une telle situation, c'est voir ce qu'elle nous a appris. Tout d'abord, nous avons appris qu'il était tragiquement nécessaire d'examiner et d'améliorer notre système de régie. C'est incontestable. Le parti libéral l'a laissé complètement à l'abandon. J'estime que n'importe quel gouvernement est en droit de s'appuyer sur des vérificateurs et en droit de s'appuyer sur des inspecteurs.

M. Dick: Il n'y a qu'un député de l'opposition à la Chambre.

M. Lewis: Je m'adresse au seul député de l'opposition qui est à la Chambre. Je sais qu'il est travailleur et je suis sûr qu'il m'écoute.